Colloque européen INDECOSA-CGT du Jeudi 3 octobre 2019

BILAN

LA FACE CACHEE DES PRODUITS QUE NOUS CONSOMMONS

Volet 2

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CONSOMMATION QUELS LIENS ?

« Changer nos modes de consommation pour préserver la planète »

Le 3 octobre 2019, INDECOSA-CGT organisait un colloque européen à la Salle « Louis Viannet » au siège de la CGT à Montreuil. L'initiative avait pour thème l'influence de notre consommation sur les changements climatiques que nous connaissons aujourd'hui. C'est le second volet d'une série de trois initiatives intitulées « la face cachée des produits que nous consommons ». Cet évènement fut un succès avec une participation d'environ 230 personnes sur l'ensemble de la journée et près de 2000 connexions en simultané sur internet.

Il est toujours difficile de faire une retranscription fidèle d'une journée comme celle-ci néanmoins il en ressort que notre manière de produire doit changer rapidement pour ne pas accélérer le réchauffement climatique qui est d'ores et déjà amorcé. Enfin, nous devons repenser nos modes de vie pour réduire les gaz à effet de serre qui sont des vecteurs majeurs de l'augmentation de la température sur la surface du globe. Ce que nous pouvons retenir c'est que tous ces efforts doivent être partagés et que personne ne doit s'affranchir de ses responsabilités. Ce que tentent souvent de faire les entreprises multinationales en se vantant d'être écologiquement responsables. En réalité elles cherchent des biais pour continuer à produire à moindre coût sans se soucier des conséquences sanitaires et écologiques. C'est ce que nous surnommons « le green washing » ou « mascarade verte ».

Nous tenons à remercier Madame **Isabelle Avran,** journaliste à la Nouvelle Vie Ouvrière qui a assuré l'animation de la journée.

Extraits du rapport Introductif de ***Martine Sellier, Présidente de l'INDECOSA-CGT***

« La question environnementale n'est pas nouvelle au sein de l'INDECOSA-CGT, elle est au cœur de nos préoccupations depuis de nombreuses années. Nous avions d'ailleurs participé au premier grenelle de l'environnement en 2007, ce qui nous a permis de tisser des liens importants avec les ONG et des acteurs de la société civile comme le biologiste Jean Marie PELT décédé depuis. Deux ans plus tard nous étions à la COP 21 et nous avons pu découvrir les conséquences dramatiques du réchauffement climatique. Une exposition et un débat sur les exilés climatiques a particulièrement retenu notre attention…Nos modes de vies vont subir des bouleversements très importants et cela nous amène à certaines remises en cause. Pendant de nombreuses années nous avons été entraînés par une société individualiste au détriment de l'intérêt collectif. Il fallait une voiture pour chaque foyer cela même, au cœur des agglomérations. Une partie de la population a eu le sentiment de se sentir plus libre dans ses déplacements, sans contraints d'horaires, d'ordres ou de disciplines. Aujourd'hui on connait les conséquences pour nos villes avec l'excès de l'utilisation de véhicules privés qui engendre des pics de pollution réguliers. S'en suivent des conséquences sanitaires et environnementales très importantes. Les pouvoirs publics ont une grande part de responsabilité puisque parallèlement ils ont diminués drastiquement les transports en commun. Le gouvernement actuel n'échappe pas à la règle puisqu'il continue son travail de sape contre les transports

ferroviaires en organisant méthodiquement la suppression de certaines liaisons. Avec le projet de fermeture de la ligne de fret Perpignan-Rungis on atteint des sommets dans l'irrationnel lorsque l'on apprend qu'elle serait remplacée par un trafic de 20 000 camions par an.

La dépendance à la voiture est plus criante dans les milieux ruraux ou très souvent il n'y'a pas d'autres alternatives que de prendre son véhicule personnel. La pollution causée par les l'automobiles est latente et palpable mais elle ne doit pas non plus masquée les pollutions industrielles ou agricoles…Très souvent les conséquences environnementales et sanitaires se cumulent avec la raréfaction des ressources…Pendant longtemps on a considéré à tort que nos ressources animales et minérales étaient inépuisables et cela a donné lieux à des exploitations inconsidérées…Par contre il faut être extrêmement vigilant sur les mesures à prendre et les raccourcis pris par certains. On voit ainsi resurgir les vieilles affirmations de Malthus qui indiquaient que « l'accroissement de la population est infiniment supérieur à la capacité de la terre de produire la subsistance pour l'homme…Cette théorie a connu une seconde jeunesse avec le rapport « Meadow » de 1970, que l'on peut traduire en Français par « Halte à la croissance » puis remis récemment au gout du jour en 2012 par le titre « les limites à la croissance » dans un monde fini.

A l'opposé nous proposons une «autre croissance » plus respectueuse des cycles de la vie reposant sur le principe de l'économie circulaire. Enfin nous sommes partisans d'une transition juste vers une économie bas carbone qui placerait l'homme au cœur du processus de transformation et pas comme bien souvent considéré par les capitalistes, comme une marge d'ajustement. Les derniers événements semblent nous donner raison puisque l'accord de Paris a pour la première fois admis le principe de transition juste dans son préambule.

Notre présent colloque est divisé en deux parties. La première ce matin va tenter de dresser un Etat des lieux exhaustif de la situation avec l'aide de nos amis experts. La seconde qui va démarrer dès cet après-midi portera sur les pistes à envisager.

Première table ronde : Un état des lieux inquiétant

Comme premier intervenant nous avons accueilli le climatologue de renom **Jean Jouzel** qui a insisté d'entrée sur l'accélération du processus de réchauffement que nous connaissons actuellement. Alors que nous avions un réchauffement moyen de 1 degré depuis un siècle et demi il s'est produit une phase d'accélération avec comme conséquences immédiates des phénomènes climatiques extrêmes. Si nous ne prenons pas des mesures importantes nous allons vers + 5 degré et plus d'ici la fin du siècle. En ce qui concerne les causes, il a pointé du doigt **les 42 milliards de tonnes de dioxyde de carbone émises annuellement de par le monde à savoir 37 milliards issues des énergies fossiles**. Cette consommation devrait encore augmenter à l'horizon 2030 alors que nous devrions la réduire de 40 % pour viser une hypothétique neutralité carbone en 2050 et ainsi cantonner le réchauffement à 2 °C comme le prévoit l'accord de Paris.

Comme second intervenant nous avons eu **Audrey Coreau** de l'Agence française de biodiversité. Elle est revenue sur l'apport essentiel des services écosystémiques que fournie la biodiversité sur notre planète tel que se chauffer, se soigner, se nourrir…Un des exemples les plus marquant sont sans nul doute les insectes pollinisateurs qui sont des agents indispensables à l'agriculture et qui sont menacés par les pesticides. **Dans le rapport de l'IPBES la disparition de certains groupes d'espéces comme les amphibiens et les insectes peut aller jusqu'à 60 %. C'est de 100 à 1000 fois plus elevé qu'un cycle normal.**

Audrey cite sir Bob Watson qui a présenté le premier rapport de l'IPBES en mars 2019. **Il indique que la généralisation de la perte de biodiversité entraîne l'érosion de nos moyens économiques et de subsistance.**

Elle ajoute que c'est en partant de la **nature et de ses cycles** que l'on peut résoudre certaines problématiques liées au réchauffement climatique. On peut citer par exemple la compensation des ilots de chaleur par des couvertures végétales en ville, la restauration des mangroves pour prévenir la houle cyclonique, les vents violents…

Après cet exposé édifiant c'est au tour de **Mathieu Colléter** de l'ONG bloom de s'exprimer. Docteur en écologie marine, il a rappelé **que 90 % des stocks de poissons à l'échelle du globe sont surexploités ou font l'objet d'une pêche intensive**. A côté de cette surpêche nous observons un réchauffement de l'eau et une acidification des océans. Cela va entraîner à terme une diminution de la production primaire du phytoplancton et qui va se répercuter sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. **Pour Mathieu que ce soit sur terre ou en mer le modèle productiviste qui prédomine doit être remis en cause sans attendre**.

De son côté la navigatrice et présidente du WWF France **Isabelle Autissier** a présenté par des exemples les conséquences visibles et invisibles de la pollution des Océans.

Elle voyage beaucoup notamment dans les zones aux températures extrêmes tel que l'Arctique et l'Antarctique et c'est ici que les conséquences sont les plus visibles. Des insulaires ont enregistré des températures positives en plein hiver. **Isabelle a du faire 18 km à l'intérieur d'un fjord pour retrouver le pied d'un glacier qu'elle avait observé 30 ans auparavant.**

La seconde cause visible est marquée par toutes les formes de pollution des restes de notre consommation aux rejets industriels et agricoles. **Isabelle** ajoute que pendant longtemps on a considéré les océans comme une « vaste poubelle »

Les causes invisibles sont plus difficiles à cerner au premier abord, le réchauffement de l'océan n'est pas visible immédiatement pour la navigatrice et c'est bien là le problème.

Pour les déchets de petites tailles appelés micro-plastiques c'est un peu la même chose. Ils sont ingérés par les moules, les poissons et les oiseaux marins qui pensent que sont des proies. En effet, après un séjour prolongé dans l'eau de mer les matières plastiques s'imprègnent d'une odeur de poisson et de crustacé et ainsi décuple leur pouvoir d'attraction sur les oiseaux. Pour la présidente du WWF plus de 300 millions de tonnes de plastiques sont produites dans le monde chaque année. Il faut éliminer progressivement des produits en plastique à usage unique de nos modes de consommation.

Après cette série d'interventions des experts à la table ronde du matin, un débat s'est instauré avec la salle notamment sur la surpêche. **Mathieu Colléter** a souligné que ce type de pêche notamment en eau profonde est un véritable désastre pour la biodiversité.

De son côté **Isabelle Autissier** a rappelé que la consommation moyenne de poissons et de crustacés d'un français était de **34 kilogrammes par an pour une consommation moyenne mondiale de 11 kilogrammes.**

Mathieu conseille de privilégier le poisson frais, français et sauvage. Des élevages comme celui du saumon au Chili ou dans certaines fermes aquacoles en Norvège représentent une catastrophe écologique et sanitaire de grande ampleur. De plus pour nourrir ce type de salmonidés on prélève énormément de sardines et de harengs qui sont transformés en granulés par la suite.

Isabelle Autissier a rappelé qu'elle était devenue **« flexitarienne »** et qu'elle ne consommait du poisson ou de la viande qu'une fois par semaine. Elle encourage l'auditoire du colloque à faire de même !

Selon elle cela permettrait également de réduire notre dépendance en **protéagineux comme le soja que nous importons massivement pour nourrir les vaches**. Pour **Isabelle Autissier** nous avons des herbages pour nourrir ces animaux et c'est bien plus écologique et moins coûteux.

Seconde table ronde: Les mesures à prendre

Pour démarrer la seconde table ronde c'est **Philippe Antoine** ancien Président de l'INDECOSA-CGT et membre du Conseil National des Déchets qui intervient. Il se prononce très clairement pour un changement dans notre approche de l'économie basée sur une autre croissance déconnectée de la rentabilité du capital. Il faut en finir avec l'économie linéaire et son cycle infernal extraire, produire, consommer, jeter. Il nous faut nous inspirer

du cycle du vivant. : « Les feuilles des arbres qui feront le terreau de demain ».

Il prône également une économie partant de la proximité, basée sur l'écoconception, avec une « réparabilité » accrue des appareils au détriment de l'obsolescence programmée. Enfin il nous invite à revenir à l'essentiel c'est-à-dire l'utilité de nos appareils plutôt que la procession systématique. Pourquoi ne pas se partager la « traditionnelle » perceuse à plusieurs pour les besoins domestiques.

C'est au tour de **Jean Michel Poupon** de s'exprimer, il est délégué CGT Air liquide. Il préconise le recours à une énergie basée sur l'hydrogène. Jean Michel explique que c'est l'élément le plus simple et plus important de l'univers. Pour **faire cet hydrogène il indique que le meilleur moyen est de séparer les molécules de l'eau (principe de l'électrolyse) mais cela nécessite beaucoup d'énergie. Le recours aux énergies renouvelables est ici plus que nécessaire**. Enfin il faut rappeler que l'énergie est un droit fondamental qui doit relever de la Maîtrise publique et pas du capitalisme.

La secrétaire générale de l'ONG « SOS FUTUR », **Valérie Goncalvés** a rappelé les raisons de la création de SOS futur en 2000 à savoir la réponse à un besoin fondamental et la lutte contre la précarité énergétique.

Dans un second temps **Valérie** a expliqué que 13 % de la population dans le monde n'a pas accès à l'énergie électrique. **Cette population se situe en grande partie en Afrique Sud Saharienne. La production d'électricité dans cette région est au niveau de l'Espagne pour une population 20 fois supérieure**. Des solutions durables existent lorsque l'on voit que seulement 7 % de l'énergie hydraulique est exploitée en Afrique. Pour mener à bien ces mutations nécessaires il faut une véritable coopération internationale avec notamment des transferts de technologies du Nord vers le Sud. Enfin et c'est une bataille importante que mène l'ONG de faire inscrire dans chaque constitution des pays un droit universel à l'énergie pour tous comme pour l'eau.

Jocelyne Hacquemand, secrétaire fédérale de la fédération de l'agroalimentaire CGT, a rappelé que la planète compte une grande **majorité de paysans pauvres, souvent privés de terre par l'agrobusiness et les gouvernements qui les servent.**

Selon une projection 50 millions d'exploitants seraintt en capacité de nourrir le monde remettant en cause le principe de la souveraineté alimentaire des pays. Se serait 3 milliards de paysans poussés au « Génocide » selon Jocelyne.

L'accaparement des terres n'est pas nouveau, il prend de l'ampleur. Entre 2000 et 2010 c'est 200 millions d'hectares qui sont passés à des investisseurs privés. On retrouve ici le système d'enclosure que dénonçaient déjà Marx et Engels au XIX Emme siècle.

Pour Jocelyne il n'y a pas d'autres alternatives que le maintien d'une agriculture Paysanne de proximité plus à même de répondre aux principes du développement durable avec à la clé des prix rémunérateurs pour les producteurs.

Véronique Martin, membre du Bureau Confédéral de la CGT revient sur la nécessité de faire converger deux mouvements à savoir la réponse à l'urgence sociale et celle de l'urgence climatique. Elle soutient les propos **d'Isabelle Autissier qu'il fallait assurer une transition juste en créant les emplois de demain.** Deux blocs s'affrontent aujourd'hui celui du capitalisme et de la finance qui se soucie très peu des conséquences des pratiques sociales et environnementales et l'autre des organisations comme la CGT **qui prônent la réponse aux besoins fondamentaux toute en respectant la nature et le vivant.**

Elle ajoute qu'il est essentiel de consacrer une part supérieur à la recherche pour permettre une meilleure transition écologique : 2,2 % du PIB c'est trop peu, la CGT réclame 3 % avec un financement public est indépendant des multinationales.

Véronique a évoqué ensuite le transport routier qui absorbe 88 % des parts de marché en France. Parallèlement, la part du rail ne cesse de diminuer alors qu'il émet 10 fois moins de gaz à effet de serre que la route par tonne de marchandise transportée. Par contre elle indique qu'il ne faut pas opposer le routier et le ferroviaire mais examiner de plus près les conséquences du report du transport ferroviaire au transport routier. On peut évoquer ici en parallèle le démantèlement du « pavillon français » sur fond d'un déficit de 30 000 chauffeurs routiers au profit d'autres chauffeurs européens moins regardant sur les conditions de travail.

Enfin pour Véronique il est essentiel de repenser nos modes de production et de gestions de nos déchets. Dans le cadre de la future loi sur la transition écologique la CGT a demandé un renforcement du droit de regard des représentants du personnel sur la gestion des déchets dans l'entreprise. Ce droit de regard doit s'étendre à la sécurité des installations. Lorsque l'on voit ce qui s'est passé à Rouen avec « **Lubrizol** » il est plus que temps de changer certaines pratiques patronales.

Synthèse de la journée, Martine Sellier, Présidente de l'INDECOSA-CGT

« Nous arrivons au terme de notre journée qui a été riche d'enseignements. Nous avons vu à quel point le réchauffement climatique est intimement lié à l'activité de l'homme… Par contre ne tombons pas dans la facilité en culpabilisant le citoyen. En effet nos experts nous l'avons vu fondent beaucoup d'espoir dans cette prise de conscience collective. La marche sur le climat des jeunes, la convergence entre les revendications sociales et environnementales tordent le cou au fatalisme…De nouvelles techniques sont mises en avant pour répondre en partie au problème. On peut citer L'hydrogène, les énergies renouvelables, l'économie circulaire qui lutte contre toute les formes de gaspillages…Par contre restons lucide et appréhendons bien le coût/bénéfice de certaines technologies dites propres. Si la voiture électrique ne rejette pas de CO_2, elle suscite de nombreuses interrogations. Un groupe comme Volkswagen prévoit la généralisation de l'électrique pour son parc automobile. Si cela parait une bonne idée de prime abord, posons-nous la question de la production d'électricité au-delà du Rhin. En effet une grande partie vient des centrales à Charbon qui rejettent 384 g/kWh de dioxyde carbone. Comparativement le gaz naturel ne rejette que 234 g/kWh. Enfin posons-nous la question du recyclage des batteries qui sont extrêmement polluantes et dont l'impact sur l'environnement est loin d'être neutre.

Nous fondons davantage d'espoir dans le Mix énergétique qui peut également être un atout majeur pour l'aménagement du territoire. A ce sujet nous sommes convaincus que nous devons conserver une véritable maîtrise publique de l'énergie qui doit demeurer un bien commun de la nation. Enfin toutes ces évolutions doivent se faire de manière juste et concertée. En effet, nos modes de vie, de productions, de déplacements vont être bouleversés et si les mesures s'imposent d'en haut sans concertation elles peuvent engendrer des mécontentements latents. Une autre chose que nous devons retenir à l'issu de ces débats c'est que la terre est un bien commun et qu'il est nécessaire de ne pas priver les paysans de leur lopin de terre au profit d'intérêts privés très éloignés de la réponse aux besoins fondamentaux de la population.

Pour tout renseignement complémentaire :

Arnaud faucon, chargé de projet :

a.faucon.indecosa@cgt.fr

06 08 10 62 42